

COMPTES RENDUS

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Revue française de science politique](#) »

2017/5 Vol. 67 | pages 946 à 991

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724635133

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2017-5-page-946.htm>

Pour citer cet article :

« Comptes rendus », *Revue française de science politique* 2017/5 (Vol. 67),
p. 946-991.

DOI 10.3917/rfsp.675.0946

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

d'une narration qui apparaît surplombante. Le point de vue catholique, clairement assumé dans la conclusion, peut renforcer l'impression que cet opus s'adresse moins au lectorat d'une revue générale de science politique qu'à ses coreligionnaires.

Magali Della Sudda -

CNRS-Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim

Reuchamps (Min), Suiter (Jane), eds
- *Constitutional Deliberative Democracy in Europe*. - Colchester, ECPR Press, 2016 (Studies in European Political Science). xiv + 178 p. Figures. Index.

Assiste-t-on à un « tournant constitutionnel pour la démocratie délibérative en Europe » ? L'enjeu est d'étudier l'évolution, récente mais substantielle, des expérimentations délibératives qui, dépassant l'échelle locale traditionnelle, prennent une ampleur macro et constitutionnelle avec des effets importants. C'est à cette question, présentée dans le chapitre introductif, que l'ouvrage collectif dirigé par Min Reuchamps et Jane Suiter tente de répondre, en se focalisant sur trois types de légitimité, *input*, *throughput* et *output*, s'inspirant de l'approche de Vivien A. Schmidt¹. L'*input* concerne les parties prenantes, les informations ainsi que l'agenda de la délibération ; le *throughput* s'attache à la délibération elle-même ainsi qu'aux procédures de décision et de vote ; l'*output* correspond aux relations entre mini-public et maxi-public, aux impacts de la délibération. À l'aune de ce cadre, trois cas sont successivement présentés par des chercheurs ayant été directement impliqués dans ces dispositifs.

E. Bergmann, membre de l'assemblée constituante islandaise, expose la participation délibérative autour de la nouvelle Constitution dans une Islande frappée par la crise économique. Le processus se compose de trois temps distincts. D'abord, des citoyens tirés au sort sont réunis dans une « Assemblée nationale » composée de 900 citoyens et de 300 représentants d'associations délibérant une journée à l'initiative de la société civile en 2009, puis dans un « Forum national » regroupant 950 citoyens islandais sur demande du gouvernement en 2010, également pour une journée ; ensuite un « Comité

constitutionnel » d'experts et de membres des partis émet des propositions ; enfin, un « Conseil constitutionnel » composé de 25 élus mais non partisans effectue l'essentiel de la rédaction de la nouvelle Constitution, approuvée par référendum en 2012. De leur côté, J. Suiter, D. Farrell et C. Harris, analysent la « forte légitimité » de la Convention constitutionnelle irlandaise, dont ils étaient des initiateurs et experts-conseils officiels. Ce dispositif, créé par le gouvernement en 2012 regroupait 66 citoyens tirés au sort et 33 élus de différents partis devant rédiger des propositions sur dix enjeux liés à la Constitution. De leurs propositions, deux furent soumises à référendum en 2015, celle sur le *marriage equality* étant acceptée par le peuple. Enfin, V. Jacquet, J. Moskovic, D. Caluwaerts et M. Reuchamps présentent le G1000 belge, qu'ils ont aidé à créer et à faire fonctionner. Cette expérimentation purement issue de la société civile est elle aussi composée de trois phases : une consultation publique, un sommet citoyen d'une journée, puis un panel de 32 citoyens travaillant trois weekends. Ce texte analyse également l'impact médiatique du G1000 de façon remarquable. En effet, si le G1000 n'a pas provoqué de changement institutionnel, il a en revanche contribué à développer la culture participative en Belgique et a inspiré de nouvelles expérimentations.

Cinq chapitres théoriques succèdent et s'appuient sur ces trois études de cas. Dans le chapitre 5, B. Geissel et S. Gherghina procèdent à une comparaison des trois cas, examinés à la lumière de la littérature sur les innovations démocratiques, en gardant le cadre analytique des trois légitimités mais en le complexifiant davantage – le tout aboutissant à des tableaux comparatifs fort utiles. J. Talpin pose la question de la participation et de la connexion entre mini-publics et maxi-public, c'est-à-dire l'espace public. Il compare les trois cas et reprend lui aussi les trois légitimités (*input*, *throughput*, *output*) mais y ajoute une autre typologie, hautement heuristique, des légitimités : épistémique, de « sens commun », démocratique et représentative. K. Grönlund présente une étude de cinq mini-publics finlandais (2006-2012) sur le nucléaire, l'immigration et la politique linguistique, dont le but était de comparer les (non-)différences de dynamiques délibératives entre panel en face-à-face et en ligne, entre

1. Vivien A. Schmidt, « Democracy and Legitimacy in the European Union Revisited: Input, Output and Throughput », *Political Studies*, 61 (1), 2013, p. 2-22.

groupes polarisés et groupes mêlant différentes opinions, et entre groupes avec facilitateur et groupes sans modérateur. Les conclusions sur l'importance du cadrage de la délibération sont montées en généralité concernant la DDC (démocratie délibérative constitutionnelle), dont la spécificité est analysée. S. Rummens émet six thèses sur la faible visibilité des mini-publics d'un point de vue épistémique et motivationnel, mais si l'essentiel de ses critiques semblent pertinentes pour le législatif, au cœur de sa démonstration, l'auteur admet lui-même qu'elles s'appliquent moins aux assemblées constituantes. S. Rummens présente ces deux domaines comme équivalents avant de distinguer finalement les spécificités du constitutionnel à la toute fin de son texte (p. 143). Enfin, J. Parkinson développe une conclusion conceptuelle et critique présentant trois modèles de démocratie délibérative (micro, systémique et discursive) et trois types de visions constitutionnelles (normative sans interférence, normative avec design délibératif, et pragmatique). Il insiste sur la nécessité de connecter les institutions délibératives à l'espace public informel.

L'ouvrage présente des qualités indéniables. Il traite d'un sujet novateur, présente des cas importants mais peu étudiés, dans un cadre d'analyse clair, combine études empiriques passionnantes et élaborations théoriques solides de façon convaincante. Cependant, il appelle quelques remarques. Premièrement, les cas sont peu nombreux et leur justification est assez succincte (p. 5). La préface et l'introduction annoncent les cas estonien, luxembourgeois, roumain (p. xv, p. 1, p. 16, p. 19) et néerlandais (p. 4, p. 21, p. 29, p. 88) mais ils ne sont qu'évoqués très brièvement et sans référence bibliographique. Dans une moindre mesure, le cas danois (p. 93) ou des cas extra-européens, comme l'Australie (p. 19, p. 21, p. 93), mentionnés rapidement, auraient pu offrir un point de comparaison utile. Le cadre européen se limite à vrai dire aux deux seuls cas islandais et irlandais, « vrais exemples de réforme constitutionnelle délibérative » (p. 5), en y étudiant la triple légitimité de la DDC ; avec un ajout du G1000 belge dont les auteurs admettent eux-mêmes qu'il « ne

peut pas être catégorisé comme une forme de DDC *per se* » (p. 5, p. 53, p. 71). Toutefois, on peut déceler un « air de famille » (L. Wittgenstein) et des liens avec les autres cas qui rendent le G1000 pertinent dans cet ouvrage. On s'étonnera aussi que le chapitre de K. Grönlund ne soit pas considéré comme un cas, et qu'il ne centre pas son étude sur le « seul » des cinq mini-publics finlandais qui, selon les termes mêmes de l'auteur, « traitait d'un enjeu constitutionnel », celui sur la politique linguistique (p. 122). Deuxièmement, on note un manque de développement sur l'enjeu de la réflexivité. Tous les chercheurs ayant produit les études de cas étaient aussi des agents de ces dispositifs, comme cela est précisé, mais la méthodologie employée pour garantir leur réflexivité critique vis-à-vis de leur propre création n'est jamais évoquée. Les auteurs ne discutent pas directement du rôle qu'ils ont joué dans la création et le fonctionnement de ces dispositifs. De plus, les acteurs tendent à disparaître sous les concepts et les montées en généralité. Un chapitre à la première personne de récit de l'expérience du point de vue des experts embarqués ou sur le double rôle chercheur/acteur eût été intéressant¹.

Enfin, l'aspect plus théorique qu'empirique de l'ouvrage, avec sa focalisation sur les trois types de légitimité au détriment d'autres enjeux, en limite la portée. Les trois cas présentés sont très riches et auraient mérité d'autres chapitres, plus qualitatifs, par exemple fondés sur des entretiens avec des participants ou étudiant les mobilisations et groupes ayant permis l'émergence de ces dispositifs. Une analyse sociologique en termes de « champs », de « capitaux », de rapports de force, de « grammaires » et de « cités », une approche de politique publique ou de choix rationnel aurait apporté de la diversité épistémologique. Il existe donc quelques redondances entre les six chapitres théoriques, qui ont un corpus de références assez similaire.

Cela dit, l'ouvrage traitant d'un enjeu émergent majeur en réunissant d'excellentes études de cas de première main et des théoriciens reconnus, on ne peut qu'en recommander la lecture, cruciale

1. Non que cette réflexion fasse défaut aux auteurs ailleurs : Vincent Jacquet et Min Reuchamps, « Les “méthodologues” de la démocratie délibérative. Entre activisme citoyen et recherche scientifique au sein du G1000 et du G100 », *Participations* 16 (3), 2016, p. 45-65. La lecture intégrale de ce numéro spécial de *Participations* est fort éclairante sur cet enjeu de la réflexivité et de l'engagement : Loïc Blondiaux, Jean-Michel Fourniau, Clément Mabi (dir.), « Chercheurs et acteurs de la participation : liaisons dangereuses ou collaborations fécondes ? » *Participations*, 16 (3), 2016.

pour comprendre les évolutions de la démocratie délibérative au 21^e siècle.

Dimitri Courant -

Université de Lausanne, IEPHI
Université Paris VIII, CRESPPA

Saeed (Sadia) - *Politics of Desecularization. Law and the Minority Question in Pakistan.* -

New York, Cambridge University Press, 2016 (Cambridge Studies in Social Theory, Religion, and Politics).
xiv + 270 p. Annexes. Bibliogr. Index.

Ce livre est la version publiée de la thèse que Sadia Saeed, professeure associée à l'Université de San Francisco, a soutenu à l'Université du Michigan. Il se situe dans la perspective de la sociologie politique pour étudier en quoi la minorité des Ahmadis a infléchi la politique religieuse du Pakistan, un État créé pour les musulmans en 1947 après la fin de l'Empire britannique des Indes. L'ouvrage se répartit en cinq chapitres : 1/ La généalogie coloniale de la politique des musulmans ; 2/ Exclusions démocratiques et inclusions autoritaires ; 3/ Les politiques de minorisation ; 4/ L'État nation et ses hérétiques ; et 5/ La justice et la question des minorités. Il s'achève par des appendices et un index.

Il faut noter d'emblée que cet opus n'est pas à proprement parler un nouveau livre sur les Ahmadis, dont le nom n'apparaît d'ailleurs pas dans le titre. Si les Ahmadis sont bien cependant au cœur de cet ouvrage, c'est qu'ils constituent pour l'auteure le meilleur objet d'étude permettant de comprendre les conditions dans lesquelles le Pakistan a été créé, mais surtout les différentes séquences historiques de son évolution. En effet, l'auteure explique en détails – et de façon toujours convaincante – que les Ahmadis ont cristallisé, dès avant 1947, les discours souvent contradictoires relatifs à l'existence d'une nation musulmane dans l'Inde coloniale. Les Ahmadis sont les disciples de Mirza Ghulam Ahmad (1835-1908), un Pendjabi qui s'est proclamé messie, *mahdi*, celui qui dans l'islam viendra sauver le monde à la fin des temps, et surtout *nabi*. Dans le Coran et la théologie islamique, le terme de *nabi* désigne une catégorie de prophètes, mais surtout, il est écrit que Mohammad est le dernier prophète : c'est là un dogme fondamental de l'islam. Par conséquent, Mirza Ghulam Ahmad a été dénoncé comme blasphémateur dès sa proclamation et malgré l'exposé de son interprétation de ce dogme selon

laquelle il prolongerait la prophétie de Mohammad. De nos jours, les Ahmadis ne représentent que 0,22 % (soit environ 0,4 million) de la population totale du Pakistan.

S. Saeed développe une problématique ambitieuse : elle considère que le Pakistan a été négligé en tant qu'exemple clé des nouvelles trajectoires que le religieux a prises dans le monde moderne. Pour elle, le Pakistan permet de déchiffrer un des processus à l'œuvre dans ce contexte : celui de la « *unsettled desecularization* », ou désécularisation non établie. Elle propose donc « une théorisation de la désécularisation en vue d'obtenir une meilleure compréhension de comment les gens s'engagent dans une sacralisation de leur monde au sein des contours de l'État nation moderne » (p. 5). L'emploi qu'elle fait de l'adjectif *unsettled* porte en fait sur les relations entre l'État et la religion : elles ne sont pas achevées, c'est à dire définitivement réglées. Par ailleurs, selon elle, la désécularisation est une période qui vient après la sécularisation, ce qu'elle nomme post-sécularisation. S. Saeed développe une argumentation très élaborée, n'hésitant pas à recourir à différents registres théoriques, au sein desquels l'œuvre de Pierre Bourdieu tient une place importante. Cette construction ambitieuse est également critique vis-à-vis d'autres travaux sur les phénomènes islamistes et, comme l'auteure l'écrit, son livre vise à proposer de nouveaux éléments théoriques sur l'étude de processus que les chercheurs regroupent sous le terme générique d'« islamisation ». Selon elle, l'existence de ces processus repose avant tout sur « les interactions entre la société et l'État dans le champ politique à travers des normes relatives à la religion, au sécularisme et à l'identité nationale qui sont mises en avant, débattues, contestées, renégociées et mises en application » (p. 16).

Il n'est néanmoins pas possible de proposer un idéal-processus en ce qui concerne la désécularisation, car chaque processus est enraciné dans un contexte national spécifique, ce qui fait qu'il existe de multiples trajectoires du changement religieux à notre époque. Pour autant, S. Saeed observe l'augmentation de la présence du religieux dans la politique et la formation de l'État. Dans le cas du Pakistan, mais pas seulement, le religieux est déployé pour donner forme à l'État nation. En effet, si la religion – en l'occurrence l'islam – a été mobilisée en tant que facteur constituant et légitimant de la nation, aucune véritable élaboration idéologique n'a justifié la création et l'existence